

Les 1^{er} et 2 décembre 2014

Connaître le Canada, connaître le monde

Leçons tirées de l'atelier sur l'innovation en
matière d'apprentissage par l'expérience tenu
par Universités Canada

Universités
Canada.





Résumé

De l'avis des participants à un atelier que tenait Universités Canada en décembre 2014, le Canada doit adopter une démarche intégrée et novatrice pour accroître la mobilité des étudiants. L'atelier, qui se déroulait à Calgary et réunissait des dirigeants des secteurs universitaires et privés, a fait ressortir que le Canada était en effet appelé à intensifier ses efforts pour favoriser la mobilité des étudiants au-delà de leur province et de leur pays.

Les participants ont souligné la nécessité d'intégrer un plus grand nombre d'occasions de mobilité nationale et internationale aux programmes d'études. Ils ont également convenu de collaborer à l'échelle intersectorielle en vue de bâtir une culture de la mobilité.

La meilleure façon de procéder consiste à créer un programme intégré et souple qui répond aux besoins des étudiants et cadre avec les missions d'enseignement et de recherche des universités pour permettre à un plus grand nombre d'étudiants canadiens d'aller étudier à l'étranger ou dans une autre province.

Mettant à profit les leçons apprises ailleurs et les pratiques prometteuses mises en place dans les universités canadiennes, les participants ont trouvé des moyens de surmonter les obstacles, par exemple simplifier le processus de transfert de crédits, regrouper les possibilités de mobilité en programmes thématiques et solliciter la participation des professeurs dans le but de promouvoir et d'intégrer l'apprentissage par l'expérience aux programmes d'études. La démarche du Canada en matière de mobilité doit aussi prévoir des mesures pour aider les étudiants qui doivent surmonter des obstacles de taille, par exemple les Autochtones, les Canadiens de première génération et les étudiants qui sont les premiers de leur famille à poursuivre des études postsecondaires.

Le Canada doit aborder la mobilité de manière stratégique pour permettre aux étudiants de poursuivre leur apprentissage à l'extérieur de leur province et de leur pays, et d'ainsi se familiariser avec les différentes collectivités du Canada et de comprendre la place qu'occupe le Canada dans le monde. Les gouvernements doivent investir dans la prochaine génération de Canadiens et faire en sorte que la main-d'œuvre de demain soit en mesure de contribuer à une économie mondiale concurrentielle.

Créer une culture de la mobilité

Pendant la tenue de l'atelier, les discussions ont principalement porté sur les séjours de courte durée (au Canada ou à l'étranger) qu'entreprennent les étudiants dans le cadre de leurs programmes d'études universitaires. Par l'intermédiaire d'Universités Canada, les participants ont convenu de collaborer à diverses démarches pour accroître la mobilité, notamment à changer les perceptions des étudiants et de leurs parents en ce qui a trait à la valeur de la mobilité universitaire, au renforcement des compétences linguistiques et à la création d'un réseau de soutien à la mobilité.

À titre d'exemple, le récent lancement du programme de Bourses canadiennes du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II a particulièrement soulevé l'enthousiasme des participants. Ce programme s'articule autour de projets qui stimulent la mobilité étudiante et visent l'exploration de certains thèmes. Il démontre pleinement qu'une initiative de collaboration (entre les universités, le secteur privé, le



Il est essentiel de promouvoir la mobilité interprovinciale et internationale des étudiants pour assurer la compétitivité et la cohésion économiques du Canada.

gouvernement et les fondations communautaires) peut amener des milliers d'étudiants canadiens à étudier à l'étranger. La mise sur pied d'une nouvelle initiative, fondée sur le modèle des Bourses du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II, a été proposée. L'initiative permettra à Universités Canada de collaborer avec des partenaires et des organismes communautaires à l'élaboration de nouveaux programmes de mobilité visant à :

- offrir aux étudiants des possibilités d'apprentissages à l'échelle interprovinciale et internationale;
- renforcer le lien entre les établissements d'enseignement et les collectivités;
- augmenter les connaissances sur les diverses collectivités qui composent le Canada;
- faire en sorte que les investissements destinés aux étudiants deviennent un legs du 150^e anniversaire du Canada.

L'atelier a par ailleurs mis en lumière l'importance de mettre sur pied une coalition de champions chargés de mener un effort concerté au profit du renforcement de la mobilité étudiante. Cette coalition regrouperait administrateurs universitaires de haut rang et professeurs, dirigeants d'entreprise, gestionnaires de l'embauche, représentants gouvernementaux, parents et étudiants.

Les participants ont convenu qu'il était nécessaire de promouvoir la mobilité interprovinciale et internationale des étudiants pour assurer la compétitivité et la cohésion économiques du Canada.

Le Canada a besoin d'un nombre accru de diplômés des universités possédant une expérience internationale

Les participants à l'atelier ont appris que la mobilité étudiante était essentielle à la compétitivité mondiale du Canada. Todd Hirsch, économiste en chef, ATB Financial, a en effet souligné que les compétences comme la créativité et l'imagination, la capacité à prendre des risques et l'esprit d'entrepreneuriat se développent grâce aux séjours d'études à l'étranger, et que pour progresser dans les chaînes de valeur mondiales, l'économie canadienne doit pouvoir compter sur un plus grand nombre de travailleurs dotés de ces compétences.

Stuart Beck, président de la Fondation Asie-Pacifique du Canada et ancien haut-commissaire du Canada en Inde, a soutenu que le Canada doit disposer d'un plus grand nombre de jeunes possédant des « compétences sur l'Asie ». Il a rappelé les résultats d'un sondage mené récemment par sa Fondation auprès de 350 gestionnaires canadiens possédant de l'expérience des affaires en Asie selon lesquels la capacité des jeunes Canadiens à évoluer efficacement au sein d'une autre culture constitue un atout de première importance.

Les participants ont pu entendre des représentants d'organisations clés, dont Patrick Horgan, vice-président, IBM Canada; Louise Levonian, sous-ministre déléguée principale, Emploi et Développement social Canada; Antonia Maioni, présidente, Fédération des sciences humaines; Seija Roggeveen, administratrice générale, Alliance canadienne des associations étudiantes.

Il faut inciter les étudiants canadiens à saisir la possibilité de poursuivre des études ailleurs au Canada ou à l'étranger. À l'heure actuelle, un jeune Canadien sur dix va étudier dans une autre province.



Les études à l'étranger permettent aux étudiants de développer leur sensibilité culturelle, leur capacité à prendre des risques, leur créativité et leur esprit d'entrepreneuriat.

En dépit des efforts déployés par les universités pour offrir des programmes et du soutien financier, peu d'étudiants canadiens effectuent un séjour à l'étranger : selon une enquête réalisée par Université Canada auprès des établissements, à peine 3,1 pour cent des étudiants à temps plein au premier cycle ont bénéficié d'une expérience à l'étranger en 2012-2013 et seulement 2,6 pour cent ont eu une expérience menant à l'obtention de crédits à l'extérieur du Canada. Des résultats inchangés depuis huit ans¹.

De plus, selon la récente étude d'Universités Canada sur les tendances en matière d'internationalisation, bien que les universités concentrent leurs efforts d'internationalisation sur les économies émergentes, les étudiants préfèrent les destinations traditionnelles que représentent les pays anglophones et les grands pays de l'Europe occidentale, notamment le Royaume-Uni, l'Australie, la France et l'Allemagne².

Obstacles à la mobilité

Selon un sondage réalisé l'an dernier par Léger Marketing auprès de 400 petites et moyennes entreprises pour le compte d'Universités Canada, deux employeurs canadiens sur trois sont d'avis que le Canada pourrait se retrouver devancé par les pays émergents qui affichent une croissance rapide, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, à moins que les jeunes Canadiens n'apprennent à réfléchir selon un angle plus international. Ces résultats mettent en lumière l'importance qu'attachent les employeurs d'aujourd'hui à l'expérience internationale. La majorité des participants interrogés a en effet souligné que les nouveaux employés possédant un bagage international et interculturel contribuent à renforcer la compétitivité de leurs entreprises. Ces employeurs considèrent aussi les expériences interprovinciales comme un atout dans le cadre du processus d'embauche.

Quoi qu'il en soit, les participants et les conférenciers ont relevé un certain nombre d'obstacles à surmonter pour faciliter la mobilité étudiante :

- Les étudiants perçoivent souvent les programmes de mobilité comme une simple occasion de « partir le temps d'un semestre ». Ils préfèrent que ces programmes soient intégrés à leur programme d'études. Rendre l'obtention des diplômes conditionnelle à l'apprentissage par l'expérience et à la participation à des programmes de mobilité inciterait les étudiants à vivre une telle expérience.
- De nombreux étudiants ne veulent pas renoncer aux revenus de leur emploi d'été ou à temps partiel pour partir étudier à l'étranger ou dans une autre province.
- Les étudiants sont préoccupés par le coût d'une expérience interprovinciale ou internationale, quoiqu'ils le surévaluent souvent.
- Le transfert des crédits doit s'effectuer de façon simple et transparente, peut-être au moyen d'un portail en ligne à la fois convivial et exhaustif.
- L'apprentissage par l'expérience et les expériences de mobilité doivent être pris en compte dans les relevés de notes des étudiants. Les participants ont en outre demandé à ce que les expériences de mobilité soient reconnues par l'attribution de crédits *additionnels*.

Renforcer le cadre universitaire

Réunis autour d'une table ronde, les recteurs David Docherty (Mount Royal University), Jamie Cassels (University of Victoria), Sara Diamond (OCAD University) et Alan Shepard (Université Concordia)

¹ Les universités canadiennes dans le monde – Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation, AUCC, 2014.
<http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2014/12/enquete-internationalisation-2014.pdf>

²ibid.



Le profil des étudiants évolue. Notre approche de la mobilité doit prévoir des mesures destinées aux étudiants non traditionnels.

ont examiné les possibilités à saisir et les défis à relever pour renforcer l'apprentissage par l'expérience, ainsi que le rôle des recteurs dans la création d'une culture de la mobilité sur les campus.

- Le regroupement des possibilités de mobilité en divers programmes thématiques dans le but d'inciter les étudiants à se rendre dans différentes parties du Canada pourrait multiplier les possibilités qui leur sont offertes et les rendre plus attrayantes à leurs yeux et à ceux de leurs parents (p. ex., savoir autochtone, restauration environnementale, etc.).
- La mise en place d'un guichet unique destiné à aider les étudiants à connaître les possibilités en matière de mobilité ainsi qu'à leur expliquer les choix et les parcours possibles pourrait accroître la participation.
- Les professeurs doivent encourager les étudiants à participer à des expériences de mobilité, et leurs efforts en ce sens doivent être reconnus.
- Les établissements doivent évaluer et récompenser la réussite de leurs départements en matière de mobilité étudiante.
- Des possibilités de mobilité étudiante à l'échelle nationale et internationale devraient être intégrées aux programmes d'études, avec des objectifs d'apprentissage clairement établis, de la même manière qui a permis aux universités d'intégrer avec succès l'apprentissage par l'expérience et la recherche au premier cycle.
- S'il y a lieu, une formation linguistique préparatoire devrait être proposée aux étudiants qui entreprennent une expérience de mobilité.

Sensibilisation des groupes non traditionnels

Pour tenir compte du profil changeant des étudiants, la démarche adoptée par le Canada en matière de mobilité doit prévoir des mesures à l'intention des étudiants non traditionnels. Les Autochtones, les Canadiens de première génération, les premiers de leur famille à poursuivre des études postsecondaires ainsi que ceux qui ont des enfants, qui prennent soin de leurs parents âgés et (ou) qui travaillent parallèlement à leurs études ont des obstacles considérables à surmonter en matière de mobilité. Il leur est difficile de se rendre dans une autre province ou à l'étranger le temps d'un semestre.

Le fait de proposer des expériences de plus courte durée ainsi que des volets en ligne pourrait aider ce segment d'étudiants. Dans ce contexte, l'offre de stages pratiques serait une solution pour permettre aux étudiants de profiter d'un apprentissage intensif en toute souplesse.

Leçons issues de l'étranger : l'expérience tirée du programme Erasmus

Disposant d'une enveloppe budgétaire de 14,7 milliards d'euros, Erasmus+ est le plus vaste programme de mobilité aux études supérieures au monde. Ce programme permet aux étudiants, aux professeurs et à des membres du personnel du milieu de l'enseignement supérieur de progresser sur les plans personnel et professionnel en travaillant, en étudiant et en effectuant des stages à l'étranger. En 2012, plus de trois millions d'étudiants avaient bénéficié de bourses dans le cadre du programme Erasmus lancé par l'Union européenne en 1987³. Les participants à l'atelier ont convenu que certaines leçons tirées de ce programme pourraient aider le Canada dans sa démarche visant à accroître la mobilité.

³ Communiqué de presse, Commission européenne, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-657_fr.htm



En voici quelques-unes :

- La participation des professeurs à la promotion de la mobilité favorise la participation des étudiants.
- L'intégration au programme du principe du transfert des crédits (les établissements étant tenus d'adhérer à des principes semblables à ceux énoncés dans la Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur relatifs à l'accès aux études, à l'interdiction de la discrimination et au transfert de crédits⁴) pourrait faire progresser la mobilité.

Le succès du programme Erasmus a grandement marqué les participants, notamment la façon dont il a su resserrer les liens avec les partenaires du secteur privé qui permettent aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires en milieu de travail. Ainsi, cinq ans après l'obtention de leur diplôme, les anciens du programme Erasmus affichaient un taux de chômage inférieur de 23 pour cent à celui des diplômés qui n'y avaient pas participé⁵.

Le Canada doit miser sur la collaboration

Les participants ont conclu que le Canada devait se doter d'un programme qui favorise la mobilité étudiante dans des secteurs thématiques, tire parti de liens tissés entre les établissements à l'échelle internationale, offre des occasions de mobilité aux groupes traditionnellement sous-représentés et stimule le partenariat entre le secteur privé et les universités.

Pour y parvenir, le Canada doit s'assurer d'une collaboration intersectorielle, entre autres de la part des administrateurs universitaires de haut rang et des professeurs à titre de promoteurs de la mobilité. Il doit également compter sur les chefs d'entreprise et les gestionnaires d'embauche qui peuvent insister sur l'importance capitale des compétences internationales du XXI^e pour les entreprises, sur les gouvernements en tant qu'employeurs et catalyseurs des expériences de mobilité et sur les parents qui ont une grande influence sur les décisions des étudiants en matière d'apprentissage pendant leur parcours universitaire.

L'atelier a permis de cerner une nouvelle démarche importante pour inciter les étudiants à participer à des activités de mobilité : En collaboration avec d'autres partenaires, les universités canadiennes concevraient des projets de mobilité en vue d'offrir des occasions d'apprentissage dans d'autres provinces et à l'étranger, de resserrer les liens entre les universités et les collectivités, de renforcer la connaissance et la compréhension de la diversité du Canada et de constituer un legs qui se perpétuera au-delà du 150^e anniversaire du pays.

Les universités canadiennes recommandent ainsi qu'à l'instar de gouvernements étrangers, le gouvernement du Canada procède à des investissements qui aideront les étudiants canadiens à acquérir les compétences internationales et interculturelles dont ils ont besoin pour réussir dans une économie mondiale concurrentielle.

Pour sa part, Universités Canada continuera de collaborer étroitement avec ses établissements membres pour renforcer la mobilité étudiante au cours de l'exercice 2015 et des suivants. Les investissements visant à élargir l'horizon des étudiants canadiens et à leur faire acquérir des compétences clés souligneraient de belle façon le 150^e anniversaire du Canada qui sera célébré en 2017.

⁴ Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur 2014-2020, Commission européenne, 2014.
http://eacea.ec.europa.eu/funding/2014/documents/annotated_guidelines_fr.pdf

⁵ Ibid.